

# Premier regard sur les résultats de l'enquête

par **Michel Simon**

Sociologue, professeur émérite à l'université des sciences et technologies de Lille (CLERSE-IFRESI, CNRS Lille).

et **Guy Michelat**

Sociologue (CEVIPOF, CNRS-Science Po).

2 décembre 2010

## Avant-propos

Depuis le début des années 1960, nos travaux portent sur les systèmes d'attitudes, de représentations et de valeurs qui, associés aux comportements politiques, permettent d'en interpréter le sens et d'en comprendre les transformations. La présente recherche s'inscrit dans la continuité de cette démarche [1]. Elle part de l'interrogation suivante : trois ans après les scrutins de 2007 et deux ans après « l'Octobre noir » de 2008, quels changements dans les préoccupations et les inquiétudes des Français, leurs visions du monde social, leurs orientations éthiques et culturelles, leur rapport au politique ? Les séries de résultats dont nous disposons remontent, pour certaines, à plus de quatre décennies. Nous souhaitons, sur cette base, tenter de discerner ce qui demeure et ce qui change par rapport non seulement à la période récente mais aussi aux décennies antérieures.

La Fondation Gabriel Péri a immédiatement marqué son intérêt pour ce projet et décidé de le faire sien et de le soutenir. Que ses responsables en soient ici chaleureusement remerciés.

Nous tenons également à remercier Carine Marcé, Directrice associée de TNS Sofres, et Clément Nicola pour leur disponibilité, les suggestions qu'ils nous ont faites lors de la mise au point du questionnaire et plus généralement les conditions très conviviales qui ont présidé à notre collaboration.

Dans cette présentation, nous avons souhaité privilégier les évolutions intervenues et faire apparaître les plus saillantes d'entre elles. Il ne s'agit, comme l'indique le sous-titre, que d'un « premier regard » [2]. Ces résultats soulèvent, comme toujours, de multiples problèmes d'interprétation. C'est pour tenter d'y répondre que nous entendons, dans une nouvelle étape de la recherche, interroger plus avant les données dont nous disposons.

## **1. Maintien à un niveau élevé du sentiment d'appartenir à une classe sociale, mais poussée accentuée de l'identification « classes moyennes » ; déclassement confirmé de « classe ouvrière »**

Depuis 1966, notre indicateur du sentiment d'appartenance de classe ( ou classe sociale subjective) est construit à partir des réponses à deux questions : *Avez vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale* et (à ceux qui ont répondu oui) *Laquelle ?*(réponse libre).

Sentiment appartenance	Laquelle ?	1966	2001	2002	2010
Oui	Sans-réponse	3	3	3	2
	La bourgeoisie	4	2	2	3
	Les classes dirigeantes	-	-	0	-
	Les cadres	1	3	3	2
	Les classes moyennes	13	27	22	38
	La classe ouvrière	23	9	14	6
	Les travailleurs, les salariés	3	2	2	1
	Les paysans, les agriculteurs	3	1	1	1
	Les commerçants	1	-	1	-
	Les pauvres	3	1	1	2
	Autre	8	6	5	10
Total oui		61	54	53	64
Non + SR		39	46	47	36
		(1780)	(1804)	(4107)	(1504)

Lecture : Les nombres entre parenthèses représentent les effectifs sur la base desquels sont calculés les pourcentages (ici, l'ensemble des personnes interrogées dans les diverses enquêtes). Ils indiquent en même temps le sens dans lequel il faut lire les tableaux (ici, lecture verticale, en colonnes : en 1966, 13% des personnes interrogées se disent « classes moyennes », 23% « classe ouvrière »).

- ▶ Contrairement à ce qu'on a souvent soutenu, le sentiment d'appartenir à une classe sociale n'a pas disparu (Tableau 1). Avec 64% en 2010, il retrouve (pour le moins) son niveau de 1966.
- ▶ Mais entre ces deux dates, « classe ouvrière » s'effondre de 23% en 1966 (c'est alors la réponse la plus fréquente) à 6% en 2010. « Classes moyennes » augmente de 13% (1966) à 38% (2010). Elle est devenue la réponse la plus fréquente. Les autres réponses varient peu.
- ▶ Comme on l'a déjà montré, on reste encore en 1982 proche de la situation de 1966 [3]. Après, tout s'accélère. Dans le noyau « le plus ouvrier » de la population, « classe ouvrière » perd 10 points entre 1982 et 1985, 10 points supplémentaires entre 1985 et 1993 [4]. Nous avons déjà souligné l'exceptionnelle brutalité de ces évolutions et des ruptures de tous ordres dont elles sont le symptôme.
- ▶ L'explication n'est pas à chercher principalement dans le recul du poids du groupe ouvrier dans la population française (*Les ouvriers et la politique*, op.cit.). « Classe ouvrière » décline et « classes moyennes » augmente dans tous les groupes sociaux. 51% des « très ouvriers se disaient « classe ouvrière » en 1966. Ils ne sont plus que 17% en 2010 (Tableaux 2 et 3). 3% seulement se disaient « classes moyennes » en 1966. Ils sont 30% en 2010. Mêmes tendances si on utilise la catégorie socioprofessionnelle de la personne interrogée comme indicateur de la position objective dans le système des classes et stratification sociales.

Attributs ouvriers	Classe subjective				
	Classe ouvrière	Classe moyenne	Autre classe	Pas classe	
0	12	15	30	42	(1069)
1	36	11	16	37	(523)
2	51	3	16	30	(188)
Ensemble	23	13	25	39	(1780)

Lecture horizontale, en ligne : en 1966, parmi les 0 attributs ouvriers (1069 personnes), 12% se disent classe ouvrière, 15% classe moyenne, 30% autre classe, 42 % n'ont pas le sentiment appartenir à une classe sociale.

Attributs ouvriers	Classe subjective				
	Classe ouvrière	Classe moyenne	Autre classe	Pas classe	
0	3	40	27	33	(932)
1	9	35	16	38	(460)
2	17	30	17	36	(112)
Ensemble	6	38	21	35	(1504)

► Un tel bouleversement de la façon dont les sujets sociaux s'identifient eux mêmes en termes d'appartenance de classe en dit long sur les changements non seulement objectifs, mais aussi subjectifs intervenus dans la société française. Il soulève une première question. Quelles significations les personnes interrogées donnent-elles elles-mêmes aux réponses qu'elles fournissent, et notamment au fait de se dire « classes moyennes » ? Et (seconde question, non indépendante de la première) : faut-il en conclure à la disparition, chez elles de toute notion d'oppositions de classes, dans une société qui serait « enfin recentrée et apaisée » ? Nous tenterons, dans la poursuite de cette recherche, de contribuer à répondre à ces questions, sur lesquelles d'autres équipes ont déjà produit d'importantes publications. Les résultats qui suivent nous semblent toutefois offrir de premières pistes de réflexion.

## 2. Progression très vive du sentiment de « mal vie »

Il atteint en 2010 le niveau le plus élevé jamais constaté depuis 1966

1. « Est-ce que vous avez l'impression que depuis cinq ans les gens comme vous vivent mieux ou moins bien qu'avant ? »

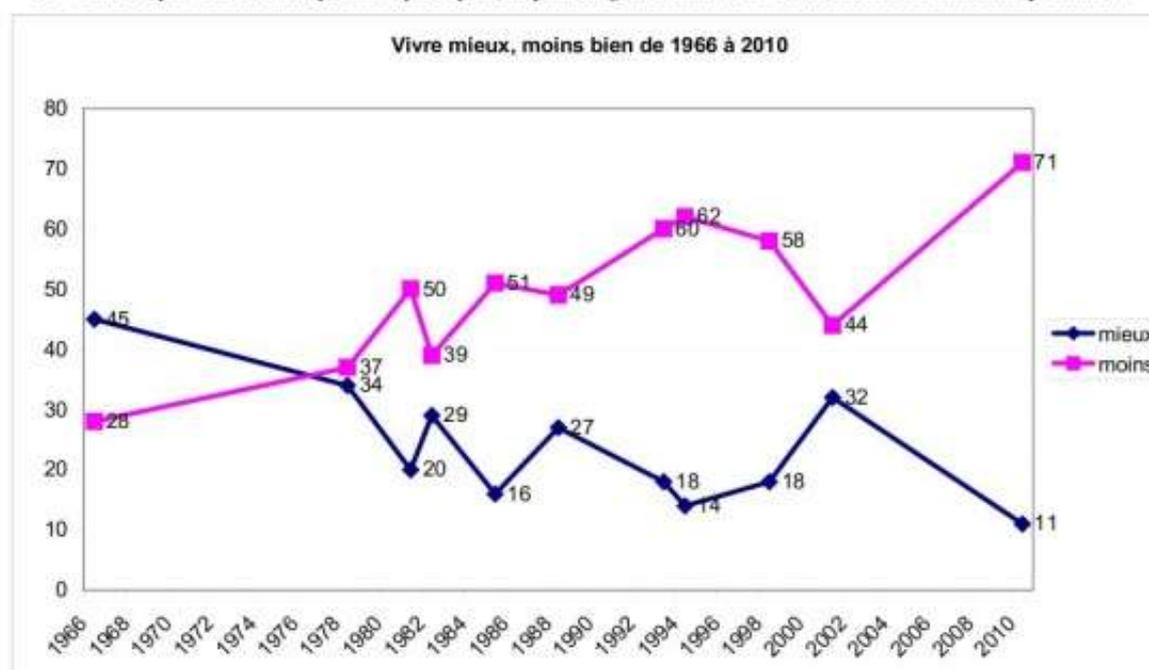


Figure 1 (vivre mieux, moins bien)

► En 1966 (« Trente glorieuses »), 45% des enquêtés disaient avoir *l'impression de vivre mieux* ; ils ne sont plus que 12% en 2010. 28% seulement répondaient *moins bien* ; ils sont 72% en 2010. Nous sommes bien dans un autre monde.

La Figure 1 montre qu'une première inversion au profit du sentiment de « mal vie » s'opère entre 1978 et 1981. Après une nette rémission en 1982 (premier gouvernement Mauroy), il repart à la hausse, pour se stabiliser autour de 60% entre 1994 et 1998. Il fléchit à nouveau en 2001 (44%), pour bondir à 71% (+ 27 points) huit ans plus tard. Un véritable séisme...

Ces évolutions s'effectuent de façon quasi parallèle dans tous les groupes sociaux [5]. En fonction de notre indice du nombre d'attributs ouvriers, *moins bien* augmente de 40% en 2001 à 71% en 2010 pour 0 attribut (+32), de 48% à 72% pour 1 attribut (+24), de 56% à 75% pour 2 attributs (+19). Comme si les « non ouvriers absolus » rejoignaient dans le mécontentement les catégories les plus liées au groupe ouvrier.

Confirmation, si on utilise comme critère d'analyse la profession de la personne interrogée (PPI). *Moins bien* augmente de 35% à 63% chez les cadres / professions intellectuelles supérieures [6]. Il s'élève de 45% à 75% parmi les professions intermédiaires, de 47% à 77% chez les employé(e)s, de 51% à 74% chez les ouvriers. Il augmente aussi de 54% à 71% chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Interpréter ces résultats soulève au moins trois questions. Quel est le contenu vécu de ce sentiment de mal vie ? En fonction de quelles « grilles idéologiques » les individus lui donnent-ils sens ? Quelles conclusions en tirent-ils quant à leurs choix politiques ? Limitons-nous, pour le moment, à ce que suggère une première exploration de notre matériel.

### **3. Montée des inquiétudes sociales et environnementales, mais reflux des inquiétudes de type autoritaires et xénophobes, voire racistes.**

De façon générale, les indices d'inquiétude, voire d'anxiété se situent à un niveau très élevé. Leur degré d'intensité est fortement associé au sentiment de « mal vie ». Discerner celles qui sont le plus souvent citées dans l'enquête (donc signalent les soucis prioritaires dans la population) et surtout l'évolution de leur diffusion constitue une première façon, indirecte, d'appréhender le contenu vécu de ce sentiment.

#### **3.1. Pousée des inquiétudes sociales et économiques.**

► Avec 73% pour *beaucoup* d'inquiétude, l'aggravation du chômage vient en tête des motifs d'inquiétude cités en juin 2010 [7].

► Pour nous limiter aux cas où l'on dispose de points de comparaison, l'inquiétude relative à *la remise en cause des acquis sociaux* demeure au niveau élevé de 1998 et 2001, mais ne progresse pas en 2010. Il en va de même de la très forte adhésion (mais plutôt moindre qu'en 1993) à la phrase *chaque mois on se demande comment on va faire pour tout payer* ou de la crainte du chômage *pour vous ou quelqu'un de votre foyer*.

► En revanche, *beaucoup* d'inquiétude à propos de la baisse du pouvoir d'achat augmente de 52% en 2001 à 64% en 2010 (+12 points).

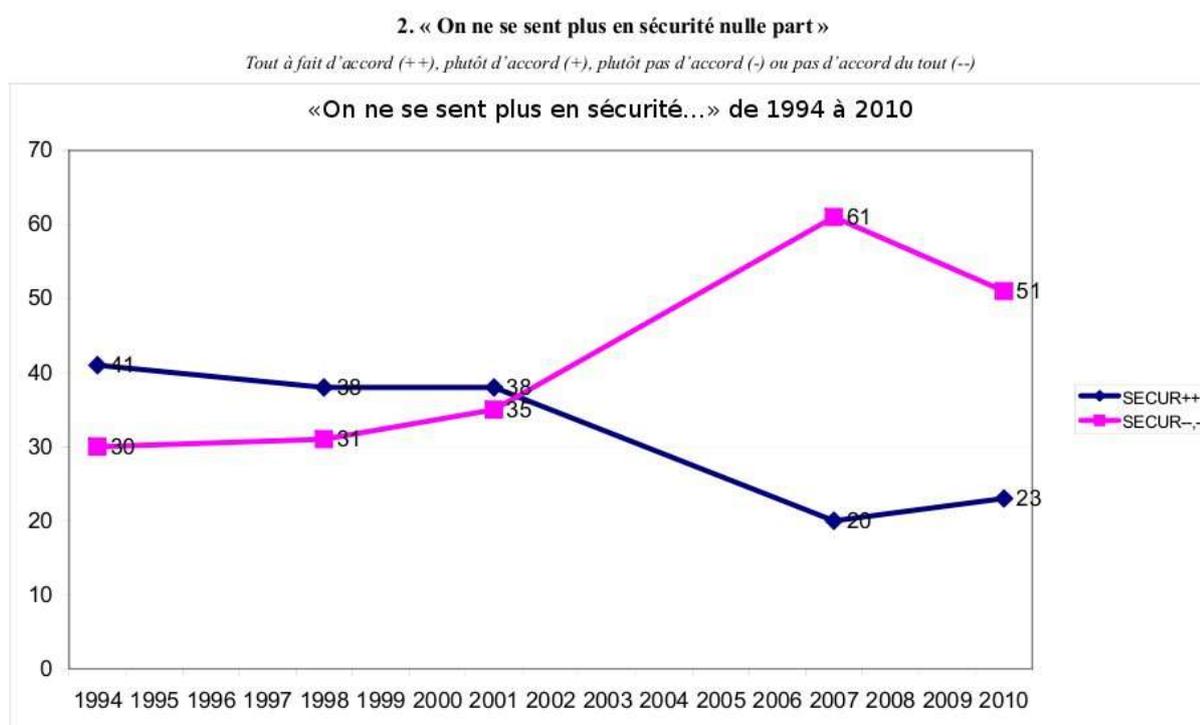
► Plus significatif encore : *beaucoup* d'inquiétude à propos de *la puissance sans contrôle des marchés financiers internationaux* progresse de 41% en 1998 à 49% en 2001 et à 62% en 2010 (+13 points en huit ans et demi...). Ce haut niveau d'inquiétude affecte toutes les catégories de la population. Il est significativement majoré quand on estime vivre *moins bien qu'avant*. Or il s'agit d'une question en un sens abstraite, à forte charge idéologique, sinon politique. Elle porte, non sur l'expérience des difficultés vécues et des risques encourus par l'individu et ses proches, mais sur la toute puissance d'une « finance » mondiale incontrôlée, sinon incontrôlable, qu'une proportion très significative d'enquêtés semble bien associer à ce que chacun vit ou redoute. Cette vive inquiétude, exprimée dans tous les groupes sociaux, est maximum chez les cadres et professions intellectuelles et chez les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Elle n'est donc nullement limitée à une fraction de la population souvent décrite comme intellectuellement fruste, rétive à la modernité et sensible aux slogans primaires de ceux qui jouent sur ses peurs. On notera toutefois qu'elle est nettement moins

répandue en 2010 chez les 18-24 ans qu'au-dessus de 25 ans. Mais c'était déjà le cas en 1998, et elle progresse dans toutes les tranches d'âge.

### 3.2. Niveau élevé des inquiétudes environnementales.

Parmi les thèmes proposés aux personnes interrogées figure *la dégradation de l'environnement*. 67% disent en concevoir *beaucoup d'inquiétude*, soit une proportion très élevée, proche de celle relevée pour l'aggravation du chômage. La fréquence de cette réponse augmente fortement des 65 ans et plus (56%) aux 18-24 ans (75%). Elle est minimum chez les cadres et professions intellectuelles supérieures (57%) pour atteindre respectivement 68% parmi les professions intermédiaires, 72% chez les employés et 68% chez les ouvriers. Elle n'est pratiquement pas dépendante du niveau de diplôme. Les craintes à propos de l'environnement ne sont donc pas un luxe réservé aux catégories aisées et « instruites », sinon « bourgeoises », comme on a pu parfois l'imaginer. Leur niveau élevé fait apparaître l'ampleur du renouvellement des enjeux amorcé dès le milieu des années 1960.

### 3.3. Les inquiétudes liées à l'absence d'autorité, à l'insécurité ou au risque d'être « envahis » par les étrangers ne gagnent pas de terrain ; leur intensité est en baisse.



**Figure 2 (sécurité)**

- ▶ La poussée des inquiétudes de type autoritaire et ethnocentriques, à composante raciste, constituait un des aspects majeurs des ruptures enregistrées au début des années 1990. Il n'était pas déraisonnable de penser (par analogie avec les années 1930) que l'éclatement d'une crise sans précédent depuis 1945 se traduirait par un nouvel essor de ces inquiétudes. Nos données ne confirment pas cette hypothèse.
- ▶ L'inquiétude suscitée par *la perte de l'autorité des parents* demeure à un niveau élevé. Mais son expression paroxystique (réponse *beaucoup*) fléchit de 77% en 2001 à 67% en 2010.
- ▶ L'inquiétude relative à *l'insécurité et la violence* recule nettement. 76% des Français interrogés s'en disaient *très inquiets* en 2001, contre 55% (-21) en 2010.
- ▶ Il en va de même pour l'acquiescement à *on ne se sent plus en sécurité nulle part* (Figure 2). *Tout à fait d'accord* (++) s'établit à 41% en 1994 et 38% en 2001 pour chuter à seulement 20% en 2007 et 22% en 2010 [8]. En sens inverse, plutôt ou pas du tout d'accord (-, -) monte de 30% en 1994 à 61% en 2007 mais fléchit à 51% en 2010.
- ▶ Enfin, si *l'augmentation du nombre des étrangers en France* suscite toujours l'inquiétude d'une

majorité de Français, sa modalité la plus intense (*beaucoup*) reflue de 40% en 1998 à 35% en 2001 et 27% en 2010. Rappelons que parmi les motifs d'inquiétude soumis en 2010 à l'appréciation des enquêtés, l'aggravation du chômage caracole en tête, alors que l'augmentation du nombre des étrangers en France vient en queue de peloton.

► Aucun signe non plus d'une aggravation récente de l'islamophobie. Les réactions négatives à *Islam* s'établissent à 56% en avril 2007, à 62% en mai (juste après le premier tour présidentiel) et retombent à 57% en juin 2010. Ce thème a pourtant été largement exploité dans les trois dernières années (terrorisme, burqa, polygamie, violence et délinquance, etc.). Sans parler d'une crise supposée attiser les réflexes de crainte et de rejet de l'autre. C'est vrai dans toutes les tranches d'âge.

► Comme dans les précédentes enquêtes, les craintes de type autoritaire et xénophobe augmentent fortement quand on passe des tranches d'âge les plus jeunes aux plus âgées.

► Ces résultats ne conduisent nullement à minimiser la diffusion de ces craintes ni surtout le potentiel de réactivation dont témoignent les réponses. Mais ils incitent à relativiser ce qui en est dit par tant de gens qui croient pouvoir déduire ce que pense le peuple à partir du temps d'antenne consacré à tel ou tel sujet par les journaux télévisés. Ils aident notamment à comprendre pour quelles raisons de fond des opérations comme le montage « identité nationale » ou l'expulsion discriminatoire des Roms n'ont connu dans l'opinion qu'un succès au mieux éphémère.

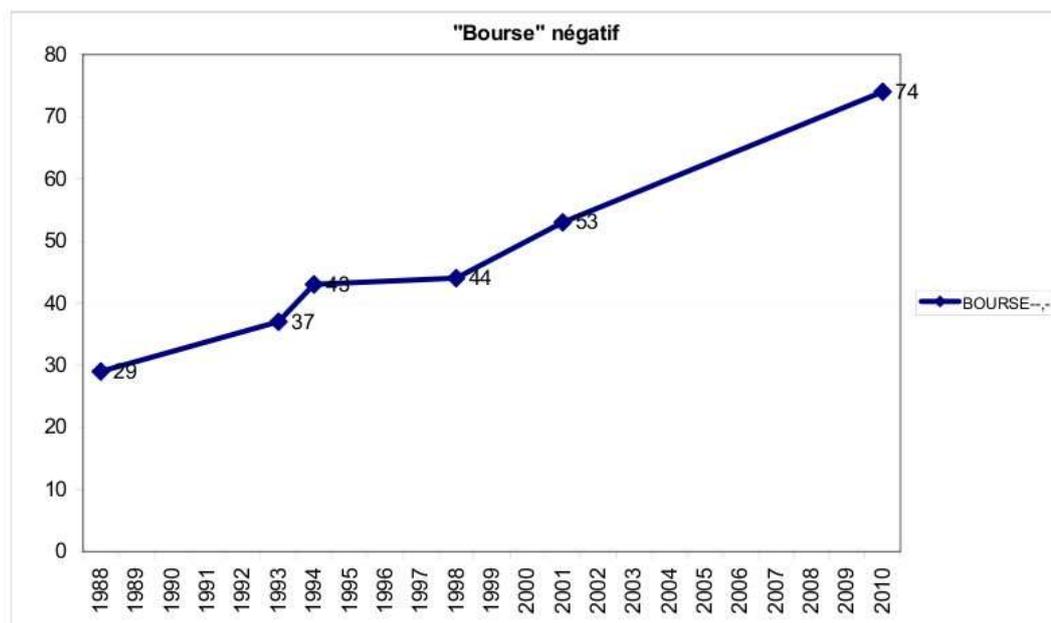
## 4. Nouveau recul de l'adhésion à l'idéologie libérale.

### 4.1. Tous les indicateurs d'un rejet de la thématique libérale sont à la hausse.

*Pouvez-vous me dire pour chacun des mots suivants s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, plutôt positif, plutôt négatif ou tout à fait négatif ?*

#### 3. « La Bourse »

*Très positif (++) , plutôt positif (+) , plutôt négatif (-) , tout à fait négatif(--)*



**Figure 3 (la Bourse)**

► Première victime : *La Bourse* (Figure 3). Sa connotation négative s'établissait en 1988 à seulement 29% (« positif » : 40%). Elle grimpe à 53% en 2001 pour bondir à 74% en 2010 (+21 points entre ces deux dernières dates, du rarement vu). La crise financière ouverte en 2008 et les multiples révélations qui n'ont cessé de l'accompagner semblent bien être passées par là.

#### 4. « Privatisation »

Très positif (++), plutôt positif (+), plutôt négatif (-), tout à fait négatif(--)

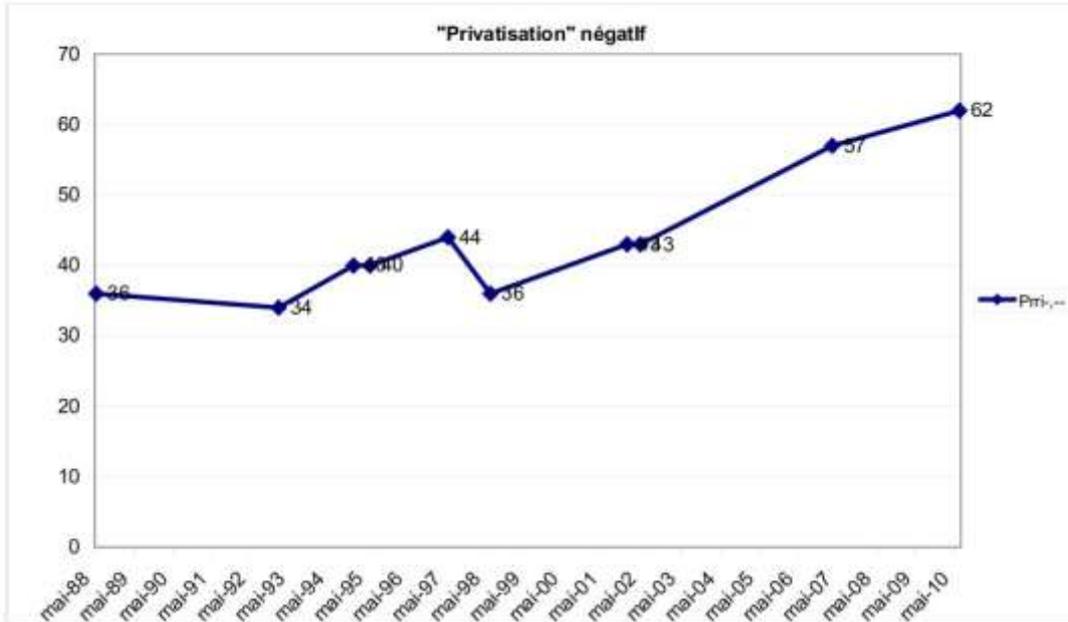


Figure 4 (privatisations)

► *Privatisation* (Figure 4) marque un recul guère moins significatif. « Négatif » augmente de 36% en 1988 à 43% en 2001, à 57% en 2007 (moment, répétons le, où Sarkozy remporte haut la main la présidentielle) et à 62% en 2010.

► On s'arrêtera un instant sur les réactions à *nationalisation*. *Positif* se situait à 37% en 1993. Il monte à 51% en 2010 (+ 14). *Négatif* stagne à respectivement 44% et 45%. En revanche les *sans réponse*, indice de perplexité et / ou d'indifférence, tombent de 19% à 5% (-14). Ce regain d'intérêt et / ou du sentiment de pouvoir donner son avis sur la question fait que, pour un Français sur deux, *nationalisation* évoque désormais quelque chose de positif.

#### 5. « Capitalisme »

Très positif (++), plutôt positif (+), plutôt négatif (-), tout à fait négatif(--)

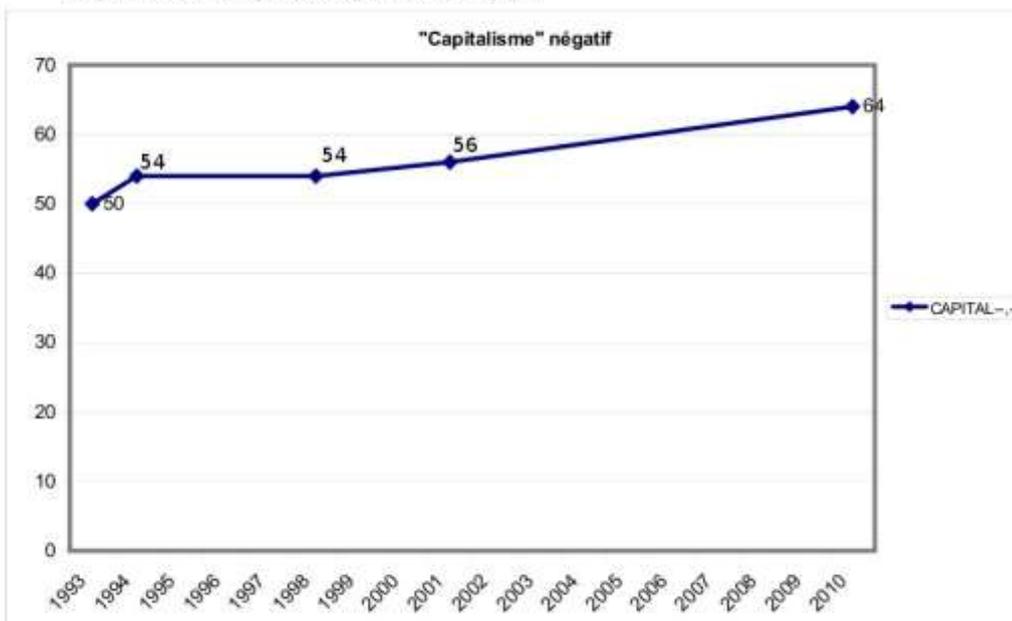
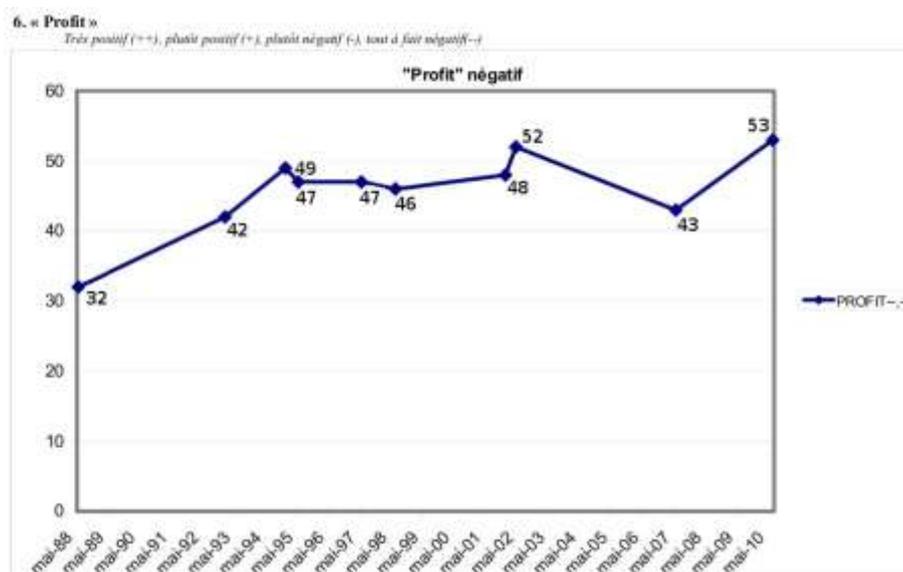


Figure 5 (capitalisme)

► *Capitalisme* (Figure 5) n'a jamais suscité l'enthousiasme dans nos enquêtes. *Négatif* augmente néanmoins de 50% en 1988 à 56% en 2001 et à 64% en 2010 (+8 points entre ces deux dates). Dans une enquête internationale, réalisée pour le compte de la BBC dans l'été 2009, la France est, de tous

les pays comparables celui où on estime le plus que *le capitalisme de libre-échange est fondamentalement dans l'erreur et qu'on a besoin d'un autre système économique*.

► En 2001, 51% des enquêtés réagissaient négativement à *Mondialisation*. Ils sont 57% en 2010.



**Figure 6 (profit)**

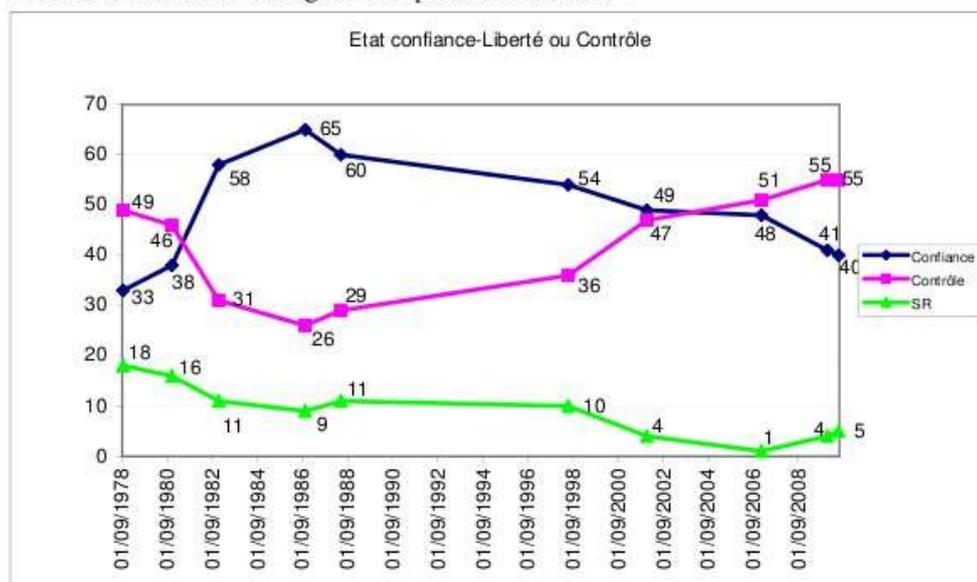
► Le cas de *Profit* est sensiblement différent (Figure 6). Il est très majoritairement apprécié en 1988. Cela cesse d'être vrai en 1993 et 1994. Par la suite, *négatif* stagne autour des 50%. Après le « creux » de 2007 (43%), il remonte en 2010 à 53%. Mais il ne fait à aucun moment l'objet d'un rejet comparable à celui des dimensions les plus caractéristiques du système socio-économique libéral. On sera attentif à cette faveur que conserve, chez près d'un Français sur deux, un terme comme *profit*, objet sans doute de réactions très ambivalentes

► C'est encore plus vrai d'un terme comme *Libéralisme*. Sa cote, quasiment stable entre 1994 et 2001, fléchit significativement en 2010. Mais il conserve la faveur d'une large majorité de l'opinion (négatif : 39%, positif, 55%). On peut objecter que, pour nombre de gens, ce mot n'évoque pas forcément ce que la minorité la plus impliquée dans la réflexion et l'intervention économique et politique désigne par ce terme. C'est peut-être sous-estimer le niveau d'information de la majorité de la population et se satisfaire d'une explication non certes totalement fausse, mais un peu courte. Rappelons qu'en 1998, 70% des personnes interrogées (dont 64% des employés et 65% des ouvriers) estimaient *très grave* de supprimer la possibilité de fonder une entreprise, de se mettre à son compte [9].

► On sera d'autant plus attentif à ces constats que, sur certaines dimensions, les plus jeunes (comme les plus âgés) se montrent nettement moins hostiles à la thématique libérale que les générations intermédiaires. Contrairement aux autres tranches d'âge, ils sont en majorité favorables à *Profit* ou à *Mondialisation*. Mais ils sont tout aussi hostiles qu'elles à *Capitalisme* ou à *Privatisation* et se montrent les plus favorables à *Nationalisation*. Nous relevions dans nos précédentes enquêtes cette plus grande réceptivité des très jeunes à certains thèmes caractéristiques de l'idéologie libérale [10]. Il reste qu'en 2010, le refus de l'idéologie libérale progresse dans toutes les tranches d'âge (18-24 ans compris) par rapport à 2001. L'attention est néanmoins attirée sur la façon dont les très jeunes de 2010 se représentent le monde social et sur ce qui les motive en priorité. Seule une analyse plus poussée permettra de distinguer ce qui relève de la jeunesse, comme étape dans les apprentissages sociaux, ou de l'émergence de générations nouvelles, porteuses de changements culturels et idéologiques durables.

## 4.2. Faut-il faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou faut-il que l'Etat les contrôle et les réglemente plus étroitement ?

7. « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou qu'il faut au contraire que l'Etat les contrôle et les réglemente plus étroitement ? »



**Figure 7 (confiance entreprises)**

► Avec cette question, on atteint le noyau dur de l'idéologie libérale (« laissez faire, laissez passer »), Elle oppose la liberté absolue revendiquée pour les entreprises au souhait que l'Etat en contrôle, voire limite l'exercice. Implicitement, elle sollicite un jugement de valeur tant sur les entreprises que sur l'Etat et ce que doit (ou devrait) être son rôle.

► La Figure 7 fait clairement apparaître trois périodes. En 1978, « contrôle » l'emporte nettement. C'est déjà beaucoup moins vrai en 1980, avant la présidentielle pourtant emportée par François Mitterrand. Les courbes se croisent en 1982. « Liberté / confiance » s'envole, « contrôle » plonge d'autant. On vérifie l'extraordinaire renversement de l'opinion en faveur de l'idéologie libérale opéré dans les années 1980. Il faut attendre 1994 puis 2007 pour que les deux options s'équilibrent. Trois ans plus tard, nouveau renversement. « Contrôle » l'emporte sur « liberté/confiance » (+15 points, comme en 1978). Mais on reste loin de la suprématie écrasante de l'option libérale au plus fort de la vague des années 1980 (+ 31 points en faveur de « liberté / confiance » en 1988).

### 4.3. L'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement est elle trop importante / pas assez/ juste ce qu'il faut ?

8. En France, à l'heure actuelle, l'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement est-elle trop importante, pas assez importante ou juste ce qu'il faut ?

Et celle du patronat et des milieux d'affaires ?

*Trop importante, pas assez importante, juste ce qu'il faut*

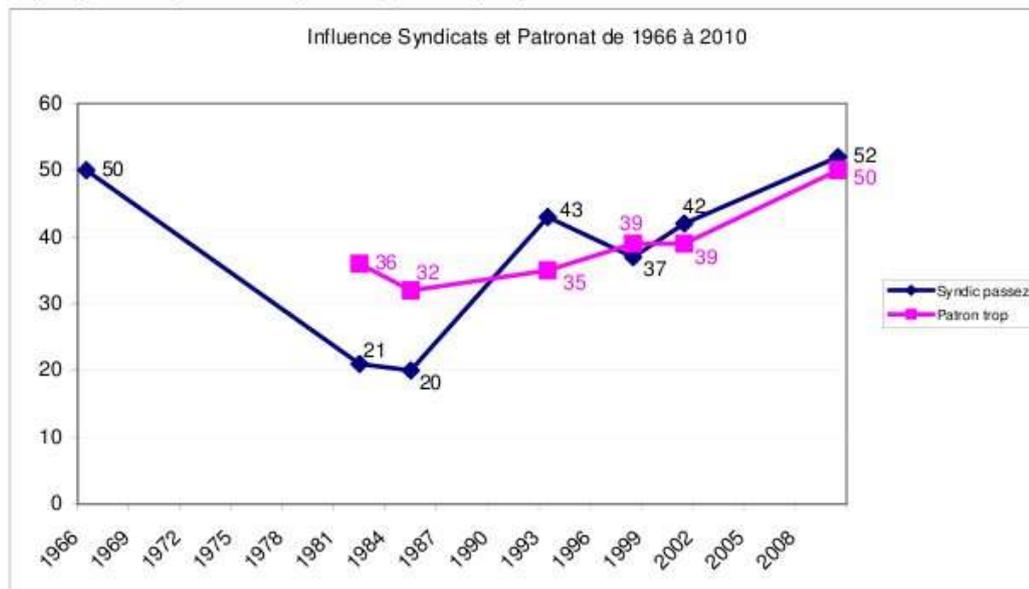


Figure 8 (influence syndicats/patronat)

► La signification de cette question (posée depuis 1966) déborde largement un simple jugement porté sur les syndicats. Elle porte sur l'attention (jugée soit insuffisante, soit excessive) prêtée par le gouvernement au point de vue des syndicats de salariés et, au delà, aux demandes de leurs mandants. Posée pour la première fois en 1966, elle ne nous semble pas être devenue totalement inactuelle.

► La Figure 8 n'appelle pas un long commentaire. La plongée de « pas assez d'influence » entre le milieu des années 1960 et les années 1980 est vertigineuse. Sa ressource ultérieure n'est pas moins spectaculaire. Comme pour la question analysée ci-dessus (Figure 7), on se retrouve en 2010 dans une situation proche de celle de 1966. La similitude de ces évolutions est frappante. Y compris par leur brutalité.

### 4.4. ... et celle du patronat et des milieux d'affaires ? (Figure 8)

► Entre 1982 et 2001, *trop d'influence* plafonne entre 32% et 39% [11], comme si l'évocation du monde lointain et largement inconnu du patronat et des milieux d'affaire avait longtemps suscité des réactions moins contrastées et sans doute moins passionnelles que celui, comparativement beaucoup plus familier, des syndicats de salariés. - Que « trop d'influence » progresse de 39% en 2001 à 50% en 2010 (+11) n'en est que plus significatif. Est-ce l'indice d'un sentiment nettement plus répandu d'un rôle conjoint, d'une part du gouvernement et, d'autre part, du patronat et des milieux d'affaire dans la définition des orientations mises en œuvre dans la plupart des domaines, et d'une réaction plus que négative à cet égard ? Quoi qu'on puisse penser de cette interprétation, la nouveauté, sur ce point, de la séquence ouverte depuis 2008 ne nous semble pas douteuse.

## 5. Reflux confirmé de l'autoritarisme, du rigorisme répressif et de l'hostilité aux immigrés

## 5.1. Les propensions autoritaires : aucune progression décelable, orientation à la baisse parfois sensible.

### 9. En pensant à l'école, pouvez-vous me dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord ?

- L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort
- L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique

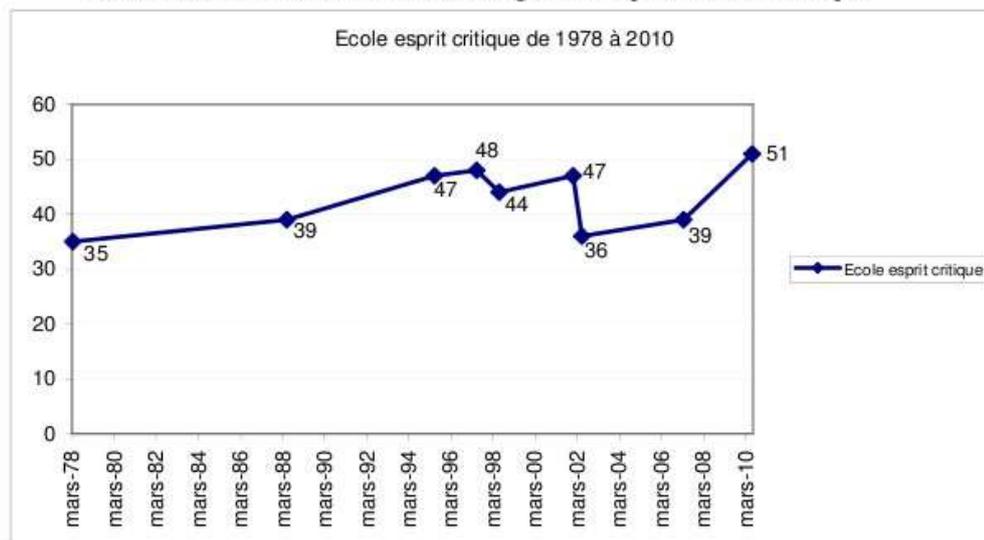


Figure 9 (école)

► *Dans la société, il faut une hiérarchie et des chefs* suscite un accord très majoritaire dans toutes les enquêtes dont nous disposons. Ce n'est donc pas un fait nouveau. Il ne progresse pas, même si sa modalité la plus catégorique (*tout à fait d'accord*) fléchit de 45% en 2001 à 37% en 2010. Sa fréquence est minimum chez les plus jeunes, maximum chez les 65 ans et plus. Elle dépend peu de la catégorie socioprofessionnelle (les cadres / professions intellectuelles supérieures fournissent cette réponse au moins aussi souvent que les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers). Elle est certes plus rare à gauche qu'à droite et à l'extrême droite. On a toutefois l'impression de se trouver face à un invariant culturel aux racines sociales et historiques très profondes, dont la persistance doit retenir l'attention.

► Pour autant, l'accord avec *dans la gestion des entreprises, les représentants des salariés devraient avoir leur mot à dire au moins autant que les actionnaires* est lui aussi très majoritaire (tout à fait d'accord : 54% en 2001, 51% en 2010).

► Depuis 1978, on offre aux enquêtés le choix entre deux opinions : 1) l'école doit *donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort* et 2) elle doit *former avant tout des esprits éveillés et critiques* (Figure 9). Nonobstant de fortes fluctuations, l'accord avec la seconde opinion (très significative de ce qu'on nomme le « libéralisme culturel ») progresse en cours de période. 35% seulement choisissaient *former des esprits éveillés et critiques* en 1978 (on était pourtant encore près de mai - juin 1968 et des poussées antiautoritaires ultérieures). Ils sont 51% en 2010. Pour la première fois en plus de trente ans, cette option « libératrice » devient (de peu) majoritaire. Le tableau 4 montre le retournement opéré entre 2007 et 2010.

Tableau 4. L'école doit avant tout... en 2007 et 2010			
	Mai 2007	Juin 2010	Evol. 2007-2010
Donner sens de discipline/effort	63	48	-15
Former esprits éveillés et critiques	37	51	14
SR	0	1	1

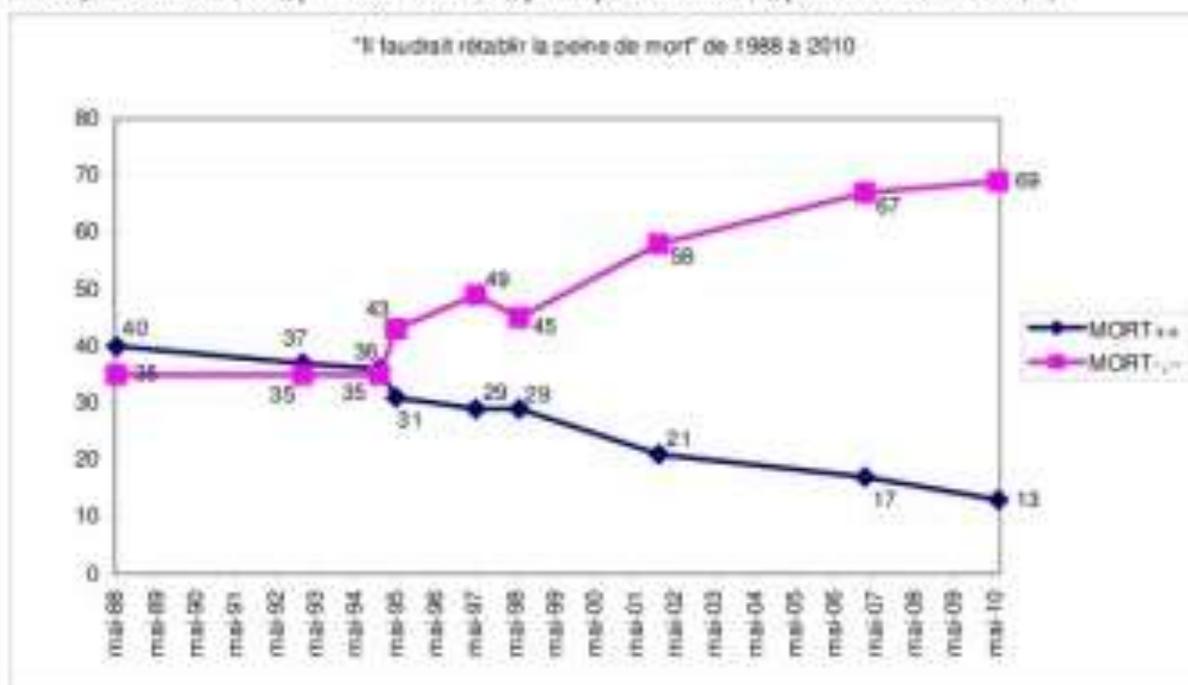
► Non moins significative est l'évolution des réactions à *les chômeurs trouveraient plus facilement du travail s'ils le voulaient vraiment*. Ce libellé est typique d'un « complexe » idéologique conservateur qui fait reposer les malheurs du monde (et ceux des individus) non sur les vices du système (et la conduite de ceux qui le dirigent), mais sur la responsabilité personnelle de chacun, « riches » et « pauvres » confondus. Très majoritairement approuvée en 2007 (à retenir quand on s'interroge sur les ressorts de la victoire de Sarkozy), cette imputation culpabilisante devient minoritaire trois ans plus tard. Depuis l'ouverture en grand de la crise et au vu des délocalisations, licenciements boursiers, etc., il est certes devenu plus difficile de soutenir que trouver du travail, c'est avant tout une question de volonté individuelle. Cela reste néanmoins l'avis de 47% des Français (58% des 65 ans et plus, contre - tout de même - 42% de 18-24 ans...).

	Mai 2007	Juin 2010	Evol. 2007-2010
Total d'accord	63	47	-16
Total pas d'accord	37	51	+14
SR	0	2	+2

## 5.2. Rigorisme répressif, homophobie : la chute

### 10. « Il faudrait rétablir la peine de mort »

*Tout à fait d'accord (++)*, *plutôt d'accord (+)*, *plutôt pas d'accord (-)*, *pas d'accord du tout (-)*

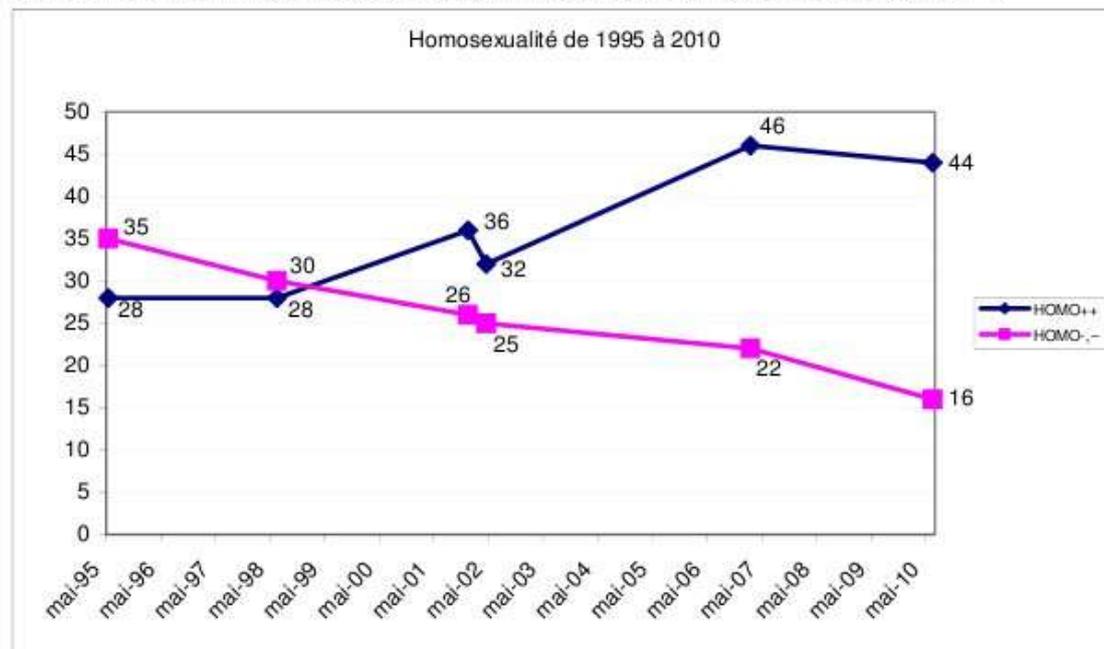


**Figure 10 (peine de mort)**

► En 1988, 40% des personnes interrogées se disaient *tout à fait* d'accord pour rétablir la peine de mort (++, Figure 10). Ils ne sont plus que 13% en 2010. 35% étaient contre (-, -). Ils sont 58% en 2001, 67% en 2007, 69% en 2010.

### 11. « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité »

Tout à fait d'accord (++), plutôt d'accord (+), plutôt pas d'accord (-), pas d'accord du tout (--)



**Figure 11 (homosexualité)**

► En 1988, 28% seulement des personnes interrogées se disaient *tout à fait* d'accord pour considérer l'homosexualité comme *une manière acceptable de vivre sa sexualité* (++), Figure 11). Ce pourcentage monte à 44% en 2010. 35% refusaient de l'admettre en 1988 (-, - -). Ils ne sont plus que 16% en 2010. Là encore, un autre monde...

### 5. 3. Recul de l'hostilité aux immigrés.

► Les réponses à *il y a trop d'immigrés en France* sont fortement associées aux réponses à d'autres énoncés symptomatiques, eux aussi, d'un syndrome xénophobe, à connotations racistes, dont la poussée au début des années 1990 ne laissait pas d'être préoccupante (*il y a des races plus douées que d'autres, maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant*, etc.). Depuis les années 1990 et en 2007 encore, le vote Front national est quasi nul quand on n'est *pas du tout* ou *plutôt pas d'accord* avec *il y a trop d'immigrés en France*. Il reste très rare quand on se dit seulement *plutôt d'accord*. C'est seulement chez ceux qui se disent *tout à fait d'accord* qu'il devient plus que significatif. C'est dire l'importance de cette question, à forte charge affective, comme révélateur du « climat » idéologique, culturel, et finalement politique.

## 12. « Il y a trop d'immigrés en France »

Tout à fait d'accord (++), plutôt d'accord (+), plutôt pas d'accord (-), pas d'accord du tout (--)

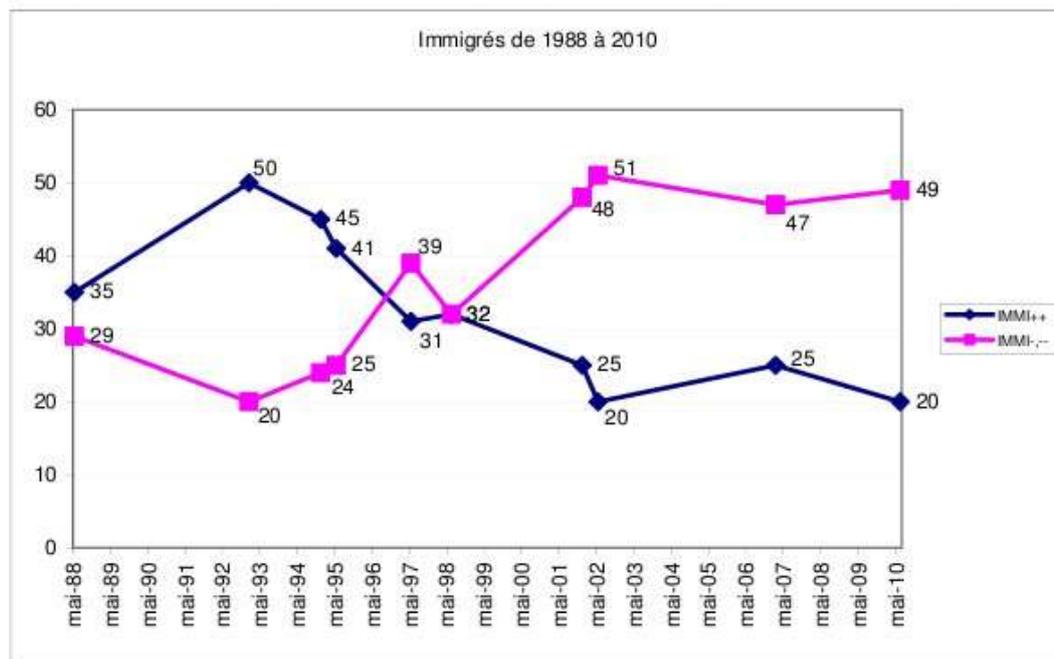


Figure 12 (immigrés)

► La Figure 12 confirme la brutalité et l'ampleur de la poussée xénophobe – raciste au début des années 1990. En 1993, 50% des personnes interrogées (dont ouvriers : 60%) se disent *tout à fait d'accord* (++) avec *il y a trop d'immigrés en France*. 20% seulement expriment leur désaccord (-, - -). Les deux courbes se croisent au milieu des années 1990. En 2010, nonobstant la gravité de la crise, 20% seulement des personnes interrogées (dont ouvriers, 24%), expriment leur hostilité aux immigrés sous la forme la plus catégorique, 49% en refusent l'idée. Par rapport au « pic » de 1993, la situation s'est inversée. Il n'empêche que 48% des Français estiment, peu ou prou, que des immigrés en France, il y en a quand même trop. Le complexe xénophobe - raciste est donc loin d'avoir disparu. Mais il n'est plus comme naguère massivement majoritaire. Et il a considérablement perdu en virulence.

► Ces résultats incitent à accueillir avec beaucoup de réserve un certain nombre d'affirmations. La crise (et l'anxiété qu'effectivement elle nourrit) « devaient » s'accompagner d'une montée des réactions autoritaires et xénophobes. En France du moins, ce n'est pas le cas. Il est vrai que, selon une enquête internationale, la France est, de tous les pays comparables, celui où, « en bas » du moins, on se montre le plus compréhensif à l'égard de l'immigration illégale [12] Il nous semble donc difficile de parler d'une France crispée sur ses références identitaires et fermée à l'autre. Surtout quand on constate que plus on est jeune, plus on est rétif au rigorisme autoritaire et au racisme. Exemples (enquête de 2010) :

- *Tout à fait d'accord avec l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité* : 18- 24 ans : 50%, 65 ans et plus : 24%.
- *D'accord avec rétablir la peine de mort* : 18- 24 ans : 14%, 65 ans et plus : 40%.
- *D'accord avec il y a trop d'immigrés en France* : 18- 24 ans : 38%, 65 ans et plus : 66%.

## 6. Changer la société ?

### 6.1. Par rapport à 2001, je pense qu'il faut changer complètement la société progresse très nettement (Tableau 6).

Reste à savoir en quel sens, et jusqu'où. Nos résultats donnent de premières indications sur ce que peuvent être les attentes actuellement majoritaires. Mais c'est un des points sur lesquels pousser plus

avant l'interrogation de notre matériel s'impose. Cette montée du désir de changements profonds et des tensions accrues dont elle est révélatrice sont en tout cas à prendre en compte. Bien d'autres sources d'information conduisent à un diagnostic analogue.

	Mai 2007	Juin 2010	Evol. 2001-2010
Total d'accord	46	56	+10
Total pas d'accord	53	41	-12
SR	1	3	+2

## 6.2. Le peut-on ?

Nous avons proposé en 2010 le libellé suivant : *malgré la mondialisation et la crise, on peut tout de même améliorer les choses en France en prenant les mesures qui s'imposent*. 89% des personnes interrogées se disent *d'accord* (dont *tout à fait* : 38%), 10% seulement expriment leur désaccord. Mais quelles mesures, ou du moins quelles finalités ? Un consensus aussi massif impose d'y regarder de beaucoup plus près.

## 6.3. Terminons par ce qu'évoquent *écologie, socialisme et communisme* pour les personnes interrogées.

	Écologie	Socialisme	Communisme
Positif	85	56	18
Négatif	14	39	76
SR	1	5	6

- ▶ L'appréciation d'*Écologie* est massive (*positif* : 85%). Sa modalité la plus catégorique (*très positif*) s'établit à 32% sur l'ensemble de la population, mais monte à 47% chez les 18-24 ans. Elle est plutôt moins fréquente chez les cadres / professions intellectuelles supérieures que dans le reste du salariat, employés et ouvriers inclus. Elle augmente pourtant en fonction du niveau de diplôme. Massive chez les sympathisants Verts, elle est nettement plus élevée dans l'ensemble de la gauche (38%) que chez les sympathisants du MoDem (28%), de l'UMP (23%) et *a fortiori* du FN (19%).
- ▶ En termes de popularité, *Socialisme* vient en second, encore que loin derrière *Écologie* (*positif*, 56%, dont *très positif* : 6% seulement). Là encore, *positif* est maximum chez les 18-24 ans, minimum chez les 65 ans et plus. Sa fréquence varie peu à l'intérieur du salariat. Elle augmente avec le niveau de diplôme. Elle s'établit à 80% à gauche, toutes sensibilités pratiquement confondues (mais à 57% seulement chez les Verts), 24% au MoDem, 21% à l'UMP mais 30% au FN. Peu de changement depuis 2001.
- ▶ Avec 76% de *négatif* et 18% seulement de *positif* (dont *très positif* : 2%), *Communisme* vient en queue de peloton. Là encore, peu de changement depuis 2001 et même 1998. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, *positif* est maximum chez les 18-24 ans (27%, contre 12% chez les 65 ans et plus). Il s'établit à 27% chez les ouvriers (16% chez les cadres / professions intellectuelles supérieures). *Communisme* évoque quelque chose de *positif* pour 31% des sympathisants de gauche, contre 3% au MoDem, 3% à l'UMP, mais 13% au FN. C'est l'avis de 33% des électeurs de Ségolène Royal au second tour de la présidentielle de 2007, contre 5% de ceux de Nicolas Sarkozy.

## 7. Approbation accentuée du recours aux protestations collectives.

13. Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions et leurs revendications. Pouvez-vous me dire, pour chacun d'entre eux, si vous l'approuveriez ou pas, au moins dans certaines circonstances.

- Faire grève
- Participer à des manifestations dans la rue
- Occuper des bâtiments publics ou autres

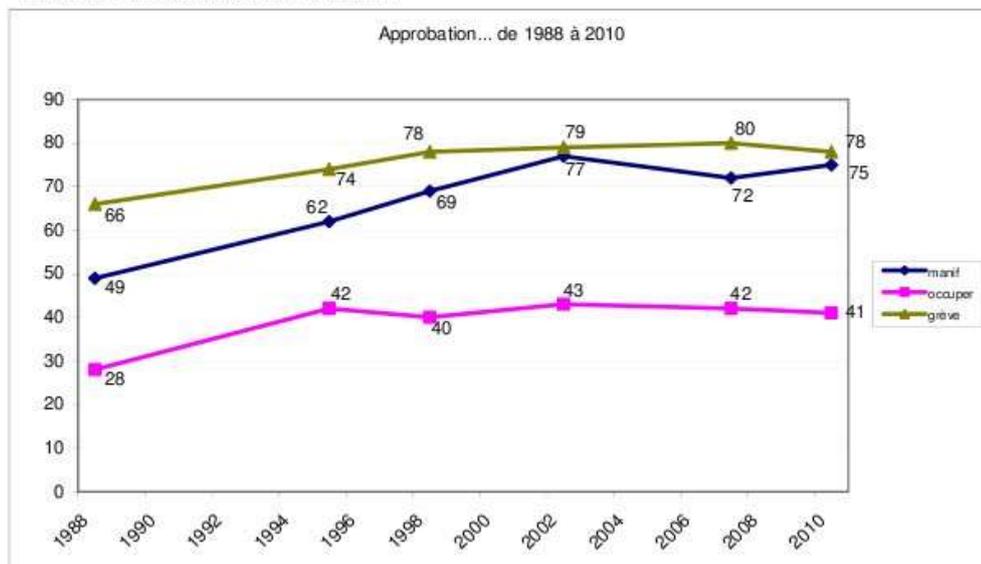


Figure 13 (protestations collectives)

- Entre 1988 et 2010 (Figure 13), *faire grève* gagne 12 points, *occuper des bâtiments publics* 14 points, mais *manifeste dans la rue* 25 points (son approbation se situe dès juin dernier au même niveau que celui de *faire grève*). Les spécialistes des mouvements sociaux (chercheurs et / ou militants) ne sont évidemment pas les plus mal placés pour aider à comprendre ces évolutions.
- C'est entre 1988 et 1998 que l'approbation du recours aux démonstrations collectives connaît sa progression la plus forte. Elle se maintient ensuite au même niveau élevé. Elle est d'autant plus fréquente qu'on est plus jeune [13]. Ce qui a le plus changé dans la dernière période, ce ne sont donc pas des dispositions protestataires qui se situent à un niveau élevé depuis une dizaine d'années. Ce sont, d'une part, l'acuité du sentiment de mal vie et ses corrélats, et, d'autre part, les représentations et attitudes idéologiquement connotées qui se traduisent à la fois par une poussée antilibérale, voire à certains égards anticapitaliste, et le recul des dispositions autoritaires et xénophobes.

## 8. Mais la crise du rapport à la politique, au sens institutionnel du terme, atteint un niveau sans précédent.

### 8.1. Pas d'indice de dépolitisation, au contraire (Figure 14)

#### 14. Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?

Beaucoup, assez, peu, Pas du tout

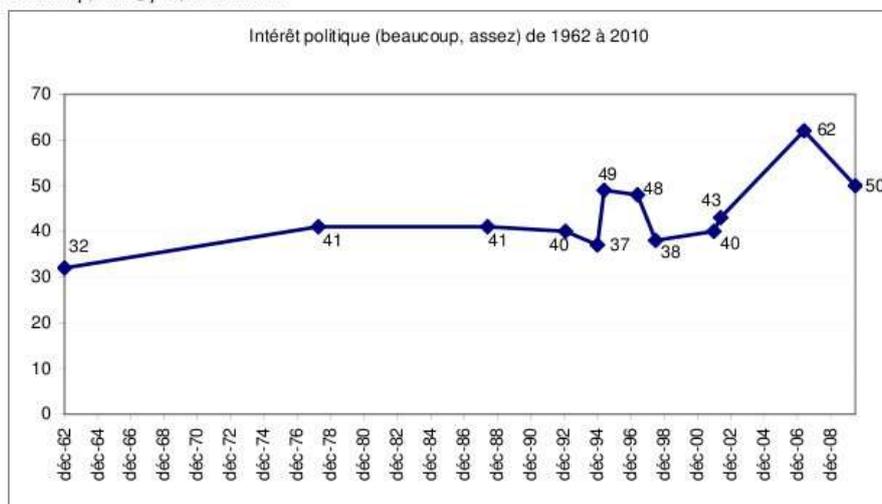


Figure 14 (intérêt pour la politique)

- Contrairement à une représentation idyllique du passé, l'intérêt déclaré pour la politique était nettement moins répandu au début des années 1960 que dans les décennies ultérieures. Indépendamment d'autres raisons, le niveau d'éducation et l'accès à l'information sont de nos jours sans commune mesure avec ce qu'ils étaient alors.
- Après un long palier entre 1978 et 2002, l'intérêt politique repart à la hausse. On relèvera le pic « historique » de 2007, tout à fait cohérent avec la participation record au scrutin présidentiel (on n'est pas loin du niveau atteint en 1965, quand De Gaulle, Mitterrand et Lecanuet se disputaient les suffrages). Quand on raisonne en proportion des électeurs inscrits, on constate que cette politisation inédite s'est accompagnée d'une mobilisation électorale qui n'a que marginalement profité à la gauche, mais massivement à la droite non frontiste, Sarkozy se taillant la part du lion. C'était peu prévisible six mois plus tôt... En 2010, l'intérêt politique déclaré reste à un des niveaux les plus élevés jamais enregistrés. Mais il n'est que de 39% chez les 18-24 ans, contre 56% des 65 ans et plus. Le contraste avec ce qu'on constate à propos de l'approbation des démonstrations collectives est flagrant.

## 8.2 Mais un discrédit massif des responsables politiques.

### 15. A votre avis, dans l'ensemble, les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ?

Beaucoup (++), assez (+), peu (-), pas du tout (--)

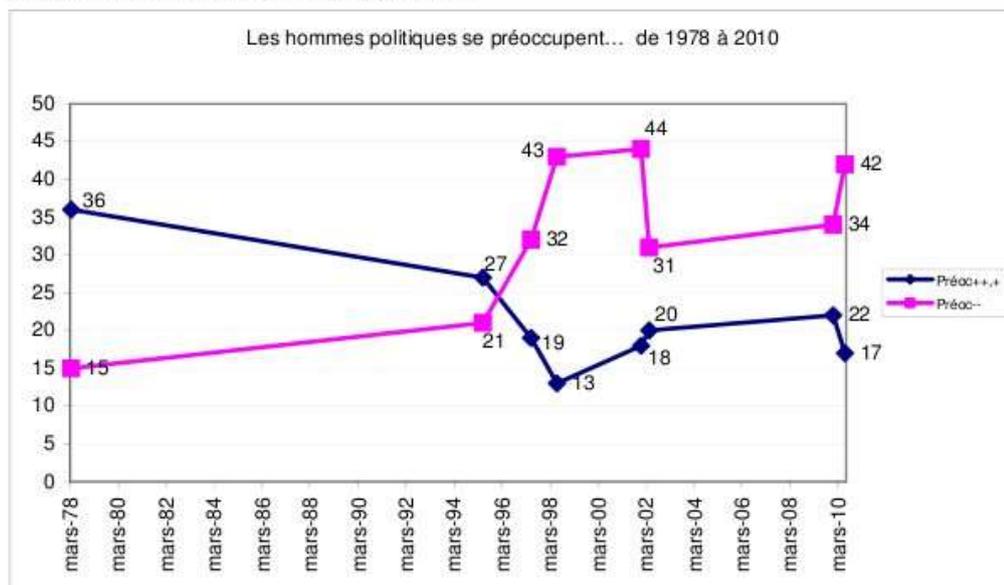


Figure 15 (crédibilité des dirigeants politiques)

- Depuis 1978, on demande régulièrement aux personnes interrogées dans quelle mesure les responsables politiques se préoccupent (ou non) de ce que pensent les gens comme eux. La Figure 15 fait apparaître la profondeur d'une crise qui perdure, nonobstant la sensible rémission de 2007.
- En 1978, 15% seulement répondaient *pas du tout* (- -). Ce pourcentage monte à 44% en 2001, fléchit à 31% en 2007 et se retrouve à 42% en 2010. Le total « oui » s'élevait à 36% en 1978. Il tombe à son plus bas niveau (17%) en 2010. Chute vraiment abyssale...

## 8.3. Ceux qui ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner le pays sont massivement majoritaires

### 16. Concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays

J'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays

Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays

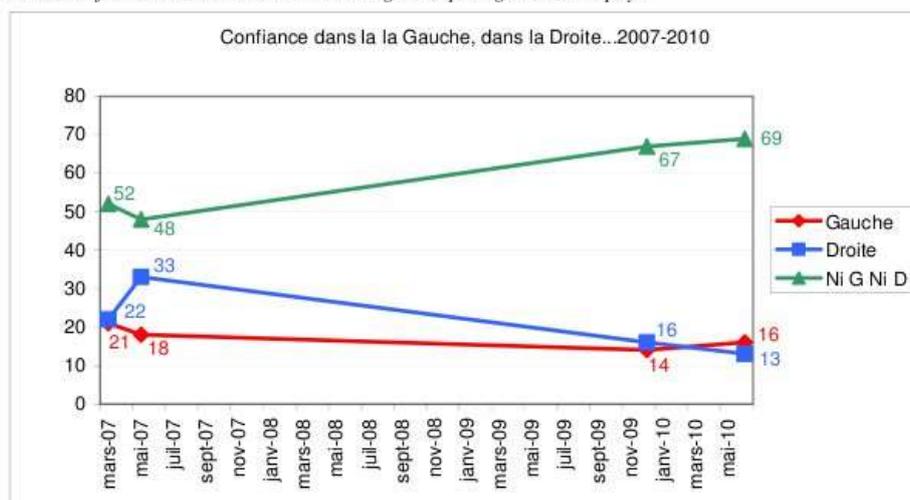


Figure 16 (confiance gauche-droite)

Leur proportion est en 2010 la plus élevée jamais enregistrée (Figure 16)

- En juin 2007, au terme des campagnes présidentielle et législative, la confiance en la droite avait sensiblement progressé, au détriment de *à la gauche* et de *ni à la droite ni à la gauche*.
- Depuis, la confiance en la droite est retombée (-20 points). La gauche n'en profite nullement (-2). La crise (pour ne pas dire l'impasse) est flagrante.

	Mai 2007	Juin 2010	Evol. 2001-2010
Dans la gauche	18	16	-2
Dans la droite	33	13	-20
Ni dans la gauche ni dans la droite	48	69	+21
SR	1	2	+1

## 9. Regards sur l'évolution des préférences politiques

### 9.1. L'autoposition sur l'axe droite – gauche (Figures 17)

#### 17. Vous-même, diriez-vous que vous vous situez...

*Très à gauche*

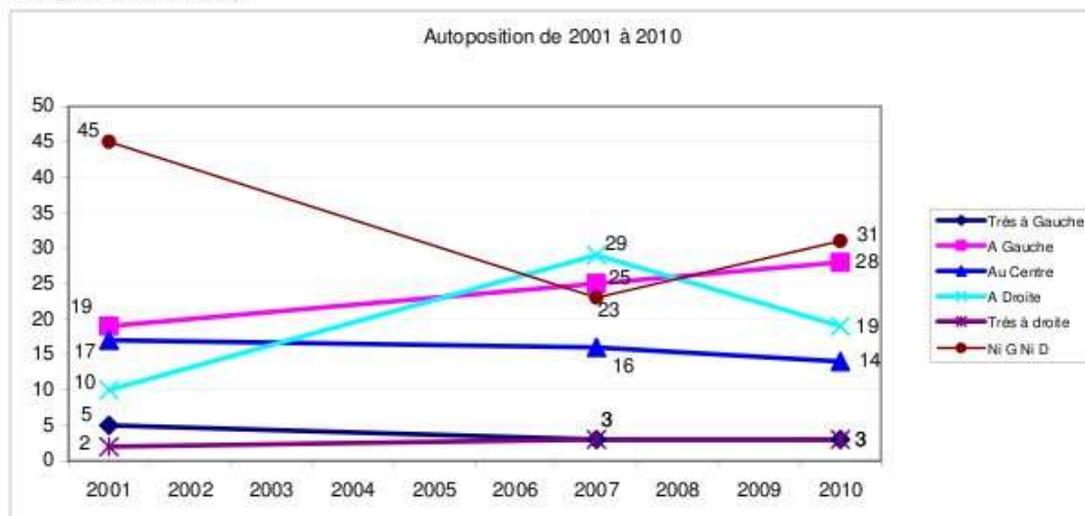
*A gauche*

*Au centre*

*A droite*

*Très à droite*

*Ni à gauche, ni à droite*

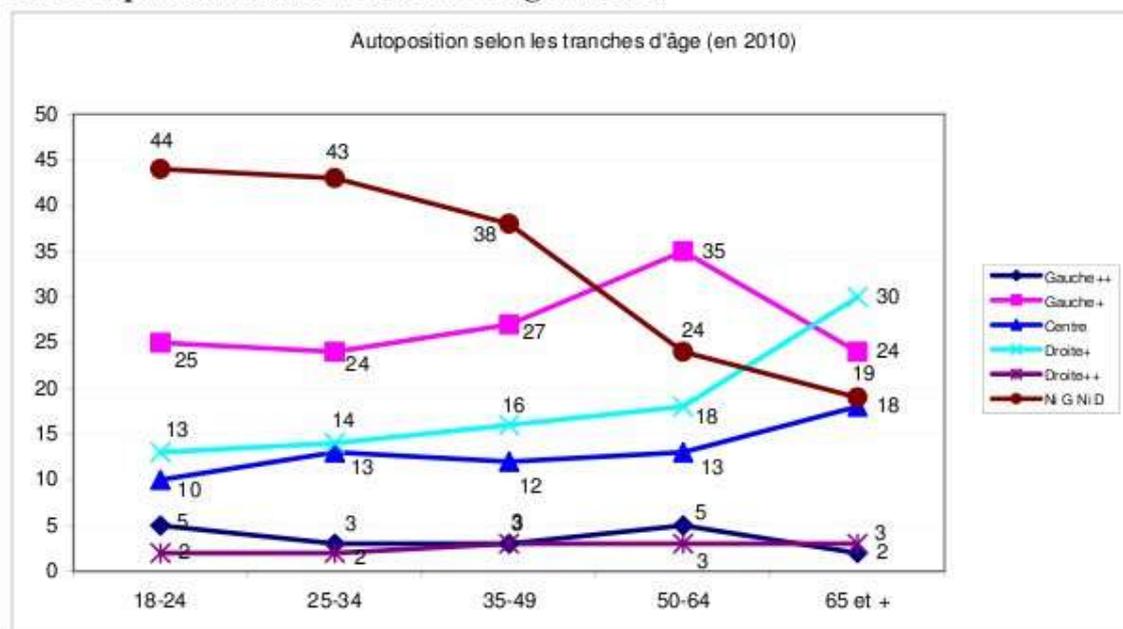


**Figure 17 (autoposition politique)**

- Ce qui caractérisait le plus nettement la situation en 2001, c'était la proportion très élevée de Français (45%) disant ne se situer *ni à gauche, ni à droite* (résultat tout à fait cohérent avec le désengagement électoral massif aux scrutins de 2002). Cette proportion fléchit fortement en 2007 (23%). Elle remonte à 31% en 2010. On reste loin, néanmoins, du retrait tous azimuts de 2002.
- Entre 2001 et 2007, cette progression de la capacité et / ou de la détermination à se situer sur l'axe gauche - droite avait profité à *gauche* (+6) mais plus encore à *droite* (+19). L'analyse du scrutin présidentiel en proportions des inscrits témoignait du même mouvement. En 2010, à *droite* perd 10 points, mais reste nettement au-dessus de son plancher de 2001. *A gauche* ne gagne que 3 points. *Très à droite* reste stable [14]. Le recul de *à droite* profite principalement à *ni à gauche ni à droite*. Faire défection à la « famille » de droite n'implique nullement de rejoindre la « famille » de gauche.

Tableau 9. Autoposition sur la dimension gauche - droite en 2001, 2007 et 2010				
	2001	2007	2010	Évolution 2007 - 2010
Très à gauche	5	3	3	=
A gauche	19	25	28	+3
Au centre	17	16	14	-2
A droite	10	29	19	-10
Très à droite	2	3	3	=
N à gauche, ni à droite	45	23	31	+8
SR	2	1	2	=

### 18. Autoposition selon les tranches d'âge en 2010

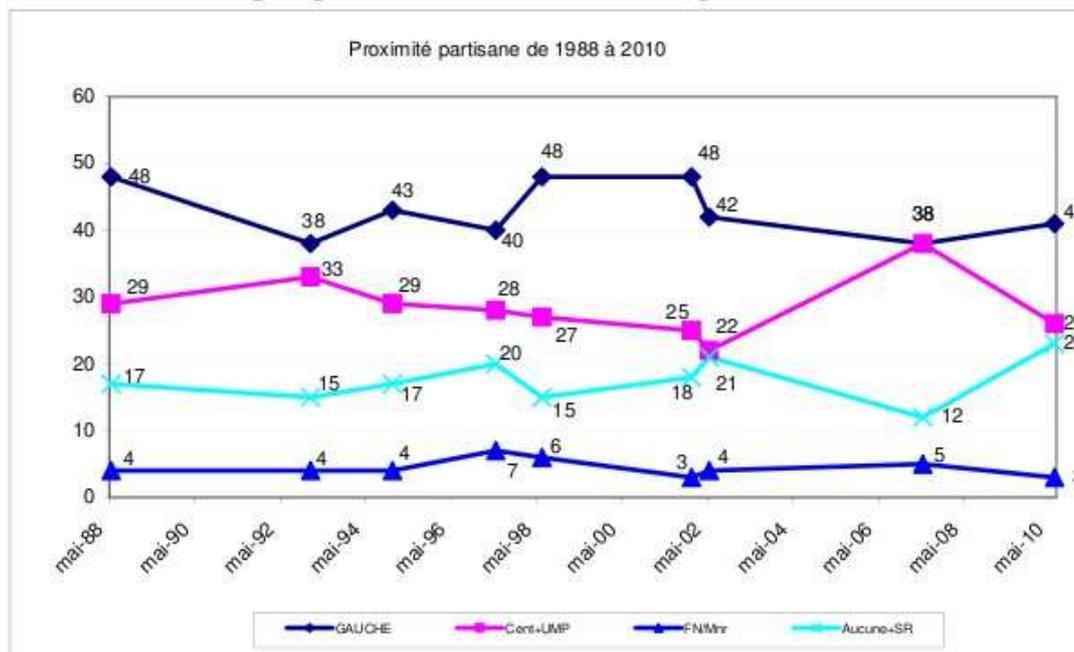


**Figure 18 (autoposition par tranche d'âge)**

► La Figure 18 montre à quel point les générations récentes sont rétives à s'identifier à un « bord » politique plutôt qu'à un autre. Plus on est jeune, moins on se dit à *droite* (13% chez les 18-24 ans, contre 30% chez les 65 ans est plus) ou *au centre*. Mais on ne se déclare pas davantage à *gauche* ni (ce qui peut étonner) *très à gauche* (pas plus d'ailleurs que *très à droite*) [15]. De la sorte, la montée de *ni à gauche ni à droite* quand on passe des plus âgés (19%) aux plus jeunes (44%) est franchement impressionnante. Un monde sépare, sous ce rapport, les générations anciennes des plus récentes.

## 9.2. La proximité partisane.

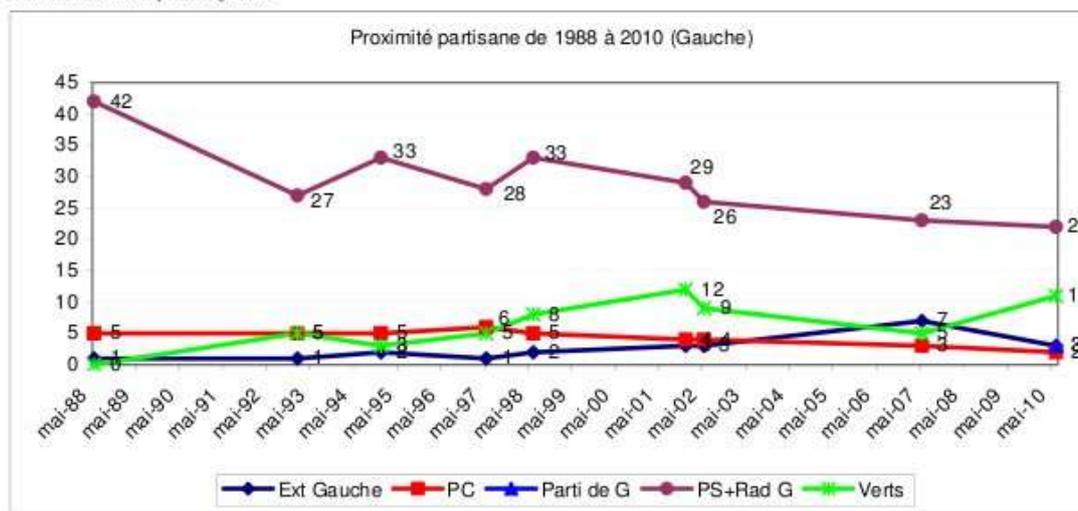
**19. Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous me dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?**



**Figure 19 (proximité partis politiques)**

**19. Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous me dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?**

Résultats détaillés pour la gauche



**Figure 19g (proximité partis politiques, détail gauche)**

### 19. Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous me dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Résultats détaillés pour la droite

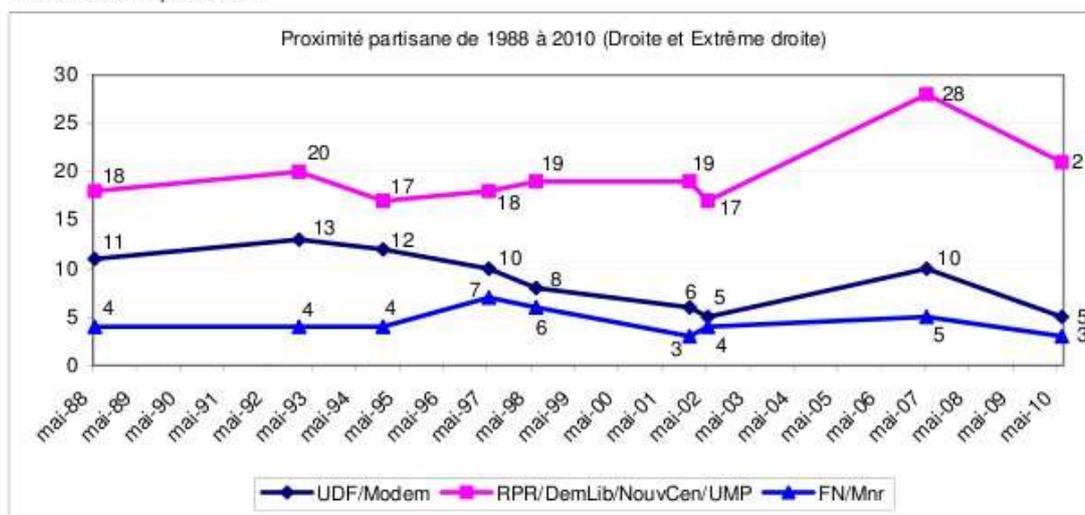


Figure 19d (proximité partis politiques, détail droite)

Elle n'est nullement l'équivalent d'un vote ou d'une intention de vote : on peut, dans une conjoncture donnée, se sentir proche d'un parti et refuser catégoriquement de voter pour ses candidat(e)s ou, inversement, « prendre le mauvais pour éviter le pire », comme nous le disait un fermier beauceron lors d'une de nos vagues d'entretiens non directifs. Elle est néanmoins significative de « l'aire de sympathie » dont disposaient, en juin 2010, les diverses formations politiques. Avec la Figure 19, on a (de haut en bas) une vue d'ensemble sur les grands « blocs » politiques, un zoom sur la gauche et enfin un zoom sur la droite.

## Liste des enquêtes utilisées

*	Institut	Date de l'enquête	Effectif	Interviews **
FNSP	IFOP	Déc. 1962	1512	FaF
GMMS	IFOP	Nov. 1966	1780	FaF
GMMS	IFOP	Jan. 1973	1324	FaF
GMMS	IFOP	Jan. 1978	1712	FaF
CEVIPOF	SOFRES	Mars 1978	4507	FaF
GMMS	SOFRES	Fév. 1981	1709	FaF
GMMS	SOFRES	Oct. 1982	2025	FaF
GMMS	SOFRES	Oct. 1985	2002	FaF
CEVIPOF	SOFRES	Mai 1988	4032	FaF
GMMS	SOFRES	Jan. 1993	1812	FaF
GMMS	SOFRES	Déc. 1994	1617	FaF
CEVIPOF	SOFRES	Mai 1995	4078	FaF
CEVIPOF	SOFRES	Mai 1997	3010	Tél
GMMS	SOFRES	Juin 1998	1803	FaF
GMMS	SOFRES	Déc. 2001	1804	Tél
PEF (1)	SOFRES	Avril 2002	4107	FaF
PEF (2)	SOFRES	Mai 2002	4107	Tél
PEF (1)	IFOP	Avril 2007	4004	FaF
PEF (2)	IFOP	Mai 07	4006	Tél
GMMS	SOFRES	Juin 2010	1504	Tél

\* *FNSP* : Fondation nationale des sciences politiques – *CEVIPOF* : Centre d'étude de la vie politique française, CNRS- FNSP – *PEF* : Panel Électoral Français, enquêtes soutenues par le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire– *GMMS* : enquêtes conduites sous notre responsabilité (avec Monique et Raymond Fichelet pour l'enquête SERES/IFOP de 1966) avec le soutien du Parti Communiste Français de 1966 à 2001 et de la Fondation Gabriel Péri en 2010.

\*\* *FaF* : en face à face ; *Tél.* : par téléphone.

[1] *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po-éditions sociales, 1977 ; « 1981-1995 : changements de société, changements d'opinion », dans sofres, *L'état de l'opinion 1996*, Editions du Seuil, p.167-186 ; *Les ouvriers et la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 ; « Les ouvriers et la politique : par-delà les idées reçues », *Les Mondes du Travail*, n°6, septembre 2008, p. 33-46.

[2] Ce dossier est composé de deux cahiers, le premier consacré au texte de la présente note et le second aux figures faisant apparaître les évolutions les plus significatives.

[3] Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique*, op.cit.

[4] Comme indicateur de la classe sociale objective, nous utilisons souvent un indice synthétique construit à partir de la profession de la personne interrogée et de celle de son père. On aboutit à une mesure en trois positions : 0 attribut (ouvrier : ni père ni ego), 1 attribut (ouvrier : soit père soit ego), 2 attributs (ouvrier : à la fois père et ego). On a pu montrer qu'on appréhende ainsi le degré d'appartenance, non seulement au

groupe ouvrier, mais aux catégories qui lui sont les plus proches et entretiennent avec lui les relations les plus intenses (par l'alliance, la filiation, etc.).

[5] Du moins ceux dont les effectifs ne tombent pas au-dessous du seuil en deçà duquel on ne peut plus les individualiser dans des enquêtes portant sur l'ensemble de la population. C'est notamment le cas de l'étroite oligarchie sur laquelle, après les travaux pionniers de Monique et Michel Pinçon, de nouvelles recherches et la simple actualité jettent des lumières nouvelles. Les créateurs du code des catégories socioprofessionnelles soulignaient dès les années 1950 cette limite de leur instrument. Nous nous sommes souvent référés à eux.

[6] Cela va des enseignants et chercheurs, des professionnels de la santé, de la justice ou de la culture aux cadres d'entreprise, dont beaucoup ne se sentent pas bien.

[7] L'enquête de terrain a été réalisée après le second tour des élections régionales et avant que le débat et l'affrontement sur les retraites passent au premier rang dans l'actualité. La question correspondante manque dans notre questionnaire. Des sondages récents confirment toutefois combien le problème du chômage (et plus généralement tout ce qui tourne autour des enjeux socio-économiques) constituent pour les populations le premier sujet de préoccupation.

[8] Rappelons que l'enquête PEF-CEVIPOF (Vague 4) utilisée pour 2007 a été réalisée au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy au second tour présidentiel, ce qui donne à réfléchir sur l'explication souvent avancée de cette victoire par une poussée de l'autoritarisme et de la xénophobie. Cf. Guy Michelat, Michel Simon, « Les ouvriers et la politique : par-delà les idées reçues », *op.cit.*

[9] Dans des enquêtes plus anciennes, l'idée *de supprimer l'héritage* faisait l'objet d'un rejet encore plus catégorique, quelles que soient les appartenances sociales ou les sensibilités politiques.

[10] On a construit un indice synthétique (*échelle d'attitude*) de degré d'adhésion au libéralisme économique, à partir des réponses à *Libéralisme, Bourse, Profit, Capitalisme*. La proportion de ceux qui se situent à un niveau élevé sur cette indice est maximum chez les 18-24 ans et minimum chez les 50-64 ans

[11] Seule une minorité répond *pas assez*, les autres disent *juste ce qu'il faut* ou ne répondent pas.

[12] Source : German Marshall Fund, Transatlantic Trends, Immigration, 2009.

[13] C'est particulièrement net pour *occuper des bâtiments publics ou autres*, approuvé par 53% des 18-24 ans contre seulement 19% des 65 ans et plus.

[14] Il est possible que son niveau soit sous-estimé, comme le vote pour le FN ou la sympathie qu'il inspire.

[15] C'est chez les 50-64 ans que « à gauche » atteint son niveau maximum. Constat cohérent avec les réponses, dans cette tranche d'âge, à nombre de questions à forte teneur idéologique.